

**CONSEIL COMMUNAL DU 1 AVRIL 2014**

**19h35 : La séance publique est précédée par l'interpellation du comité de quartier Meunier concernant les inquiétudes des membres quant aux projets immobiliers prévus dans le quartier.**



Comité Meunier  
[quartiermeunier@gmail.com](mailto:quartiermeunier@gmail.com)

Forest, le 2 mars 2014

Collège des Bourgmestres et Echevins  
A l'attention de Mme Betty MOENS, Secrétaire Communale  
[bettymoens@forest.irisnet.be](mailto:bettymoens@forest.irisnet.be)

**DROIT D'INTERPELLATION DES HABITANTS**

Nous soussignés, membres de l'association Comité Meunier ayant pour but l'amélioration de la vie du quartier, aimerions par le présent porter à votre attention nos grandes inquiétudes quant aux projets immobiliers prévus dans notre quartier et à leurs possibles impacts.

Nous sommes en effet témoins d'une prolifération subite dans un périmètre restreint (entre les rues Vanderkindere-Meyerbeer et la place Constantin Meunier) : pas moins de six projets à l'étude ou déjà soumis à une enquête publique. Aucun d'entre eux ne démontre de respect pour le caractère de notre quartier, son patrimoine unique ni ne rencontre les attentes de ses habitants. De plus, l'absence de respect de certaines normes actuelles nous fait nous demander si les services d'Urbanisme de la Commune étudient la validité des projets avec toute la vigilance qui s'impose. Développement à tout prix avant 2015?

Conscients de la problématique du manque de logements dans la région bruxelloise et dans la Commune de Forest plus particulièrement, nous soulignons toutefois qu'il nous paraît inacceptable de promouvoir l'installation de plus de 60 logements sans prendre en considération le manque évident de places dans nos écoles, crèches et infrastructures pour enfants, sans parler des difficultés déjà existantes de circulation, de stationnement et de l'existence d'une voirie très mal entretenue.

Cette partie de Forest coïncée entre la limite de la Commune d'Uccle et la zone du Contrat de Quartier Albert Durable (bénéficiaire d'une injection importante de fonds publics dans les années à venir), fait-elle réellement l'objet une politique cohérente et durable de la part du Conseil communal ? Nous nous posons la question.

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Est-ce que vous, Conseil communal, avez mesuré l'ensemble des conséquences générées par tous ces projets, conséquences que nous habitants, pourrions par force subir. Quel budget le Conseil Communal a-t-il prévu d'investir pour les aménagements urbains, les travaux publics, les maisons de retraites, écoles, crèches, etc. dans notre quartier?

Par la présente, nous formulons la demande d'être entendus lors du prochain Conseil Communal.

En vous remerciant d'avance de l'attention que vous porterez aux questions soulevées ici, et dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous adressons nos sentiments les plus cordiaux,

### **Demande soumise dans le cadre du droit d'interpellation des habitants**

**Les membres du collège, à savoir Monsieur Ghysse, Bourgmestre et Messieurs Englebert, Loewenstein et Spapens y répondent.**

Séance publique 1 avril 2014

Etaient présents : Mr Ghysse, Bourgmestre-Président; Mmes et MM. Englebert, Résimont, Loewenstein, Père, El Hamidine, Tahri et Spapens, Echevins; Mmes et MM. Borcy, De Permentier, Langbord, Mokhtari, Rongé, Bentaha, Defays, El Yousfi, Chapelle, Sebbahi, Bairouk, Richard, Nocent, Roberti, Barghouti, Grippa, Gelas, Talhi, Plovie, Angeli, Criquelion, Lederer, Pâques et Hacken, Conseillers communaux; Mme. Moens, Secrétaire communale f.f.

La séance est ouverte à 19h55

Monsieur le Bourgmestre annonce que trois points seront retirés de l'ordre du jour : LO1 et AN 1 et 2

Le registre aux procès-verbaux a été mis à la disposition des conseillers communaux dès le 24 mars 2014

Madame la Secrétaire f.f. donne lecture des résolutions prises au cours de la séance du 11 mars 2014

Madame Père est désignée par le sort pour répondre la première aux votes par appel nominal qui auront lieu au cours de la présente séance.

Sont excusés : Mesdames Buyse, Arena, Huytebroek et van Zeeland et Monsieur Quartassi

GEMEENTERAAD VAN 1 ARPIL 2014

**19u35: De openbare zitting wordt voorafgegaan door een interpellatie van het Wijkcomité Meunier i.v.m. de angsten die de leden van het comité hebben voor de vastgoedprojecten in de wijk.**



Comité Meunier  
[quartiermeunier@gmail.com](mailto:quartiermeunier@gmail.com)

Forest, le 2 mars 2014

Collège des Bourgmestres et Echevins  
A l'attention de Mme Betty MOENS, Secrétaire Communale  
[bettymoens@forest.irisnet.be](mailto:bettymoens@forest.irisnet.be)

DROIT D'INTERPELLATION DES HABITANTS

Nous soussignés, membres de l'association Comité Meunier ayant pour but l'amélioration de la vie du quartier, aimerions par le présent porter à votre attention nos grandes inquiétudes quant aux projets immobiliers prévus dans notre quartier et à leurs possibles impacts.

Nous sommes en effet témoins d'une prolifération subite dans un périmètre restreint (entre les rues Vanderkindere-Meyerbeer et la place Constantin Meunier) : pas moins de six projets à l'étude ou déjà soumis à une enquête publique. Aucun d'entre eux ne démontre de respect pour le caractère de notre quartier, son patrimoine unique ni ne rencontre les attentes de ses habitants. De plus, l'absence de respect de certaines normes actuelles nous fait nous demander si les services d'Urbanisme de la Commune étudient la validité des projets avec toute la vigilance qui s'impose. Développement à tout prix avant 2015?

Conscients de la problématique du manque de logements dans la région bruxelloise et dans la Commune de Forest plus particulièrement, nous soulignons toutefois qu'il nous paraît inacceptable de promouvoir l'installation de plus de 60 logements sans prendre en considération le manque évident de places dans nos écoles, crèches et infrastructures pour enfants, sans parler des difficultés déjà existantes de circulation, de stationnement et de l'existence d'une voirie très mal entretenue.

Cette partie de Forest coincée entre la limite de la Commune d'Uccle et la zone du Contrat de Quartier Albert Durable (bénéficiaire d'une injection importante de fonds publics dans les années à venir), fait-elle réellement l'objet une politique cohérente et durable de la part du Conseil communal ? Nous nous posons la question.

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Est-ce que vous, Conseil communal, avez mesuré l'ensemble des conséquences générées par tous ces projets, conséquences que nous habitants, pourrions par force subir. Quel budget le Conseil Communal a-t-il prévu d'investir pour les aménagements urbains, les travaux publics, les maisons de retraites, écoles, crèches, etc. dans notre quartier?

Par la présente, nous formulons la demande d'être entendus lors du prochain Conseil Communal.

En vous remerciant d'avance de l'attention que vous porterez aux questions soulevées ici, et dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous adressons nos sentiments les plus cordiaux,

### **Demande soumise dans le cadre du droit d'interpellation des habitants**

**De leden van het schepencollege, met name de heer Ghysseles, burgemeester en de heren Englebert, Loewenstein en Spapens antwoorden.**

Openbare zitting 1 april 2014

Waren aanwezig : Dhr. Ghysseles, Burgemeester-Voorzitter ; Mevr. en Dhren. Englebert, Résimont, Loewenstein, Père, El Hamidine, Tahri en Spapens, Schepenen; Mevr. en Dhren. Borcy, De Permentier, Langbord, Mokhtari, Rongé, Bentaha, Defays, El Yousfi, Chapelle, Sebbahi, Bairouk, Richard, Nocent, Roberti, Barghouti, Grippa, Gelas, Talhi, Plovie, Angeli, Criquelion, Lederer, Pâques en Hacken; Gemeenteraadsleden ; Mevr. Moens, wd. Gemeentesecretaris.

De zitting wordt voor open verklaard om 19u55

Het notulenboek werd ter beschikking gesteld van de raadsleden vanaf 24 maart 2014

Mevrouw de wd. Secretaris geeft voorlezing van de beslissingen genomen tijdens de zitting van 11 maart 2014

Mevrouw Père wordt bij loting aangeduid om de eerste te antwoorden bij de stemmingen bij naamafroeping die zullen plaats hebben tijdens deze zitting.

Zijn verontschuldigd : Mevrouwen Buyse, Arena, Huytebroeck en van Zeeland en de heer Quartassi

## Conseil communal du 1 avril 2014

### Article 1

Affaires Générales - hôtel communal - Déménagement - Application de l'article 249 de la NLC - Revu.

LE CONSEIL,

Revu la décision du collège échevinal du 13 février 2014 de :

- De faire application de l'article 249 de la nouvelle loi communale pour le déménagement des services de l'hôtel communal ;
- De désigner la firme Servais Services, Avenue Louise 132 à 1050 Bruxelles suivant son offre du 30 janvier 2014 en application de l'article 26 § 1, 1, a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;
- D'inscrire la dépense de 26.922,50 € TVAC (22.250,00 € HTVA) à l'article 104/124-06 du service ordinaire du budget 2013 ;
- D'arrêter la description technique ci-annexée ;
- D'informer le conseil communal de la présente décision ;

Considérant que les locaux initialement prévus pour loger le personnel pendant les travaux de rénovation de l'hôtel communal, à savoir les bâtiments sis rue Saint-Denis, 14 et l'Abbaye, s'avèrent trop étroits pour héberger la totalité du personnel dans des conditions optimales ;

Considérant dès lors, qu'un bâtiment supplémentaire sera pris en location, à savoir le bâtiment se trouvant à côté du commissariat de police, rue du Patinage ;

Considérant que les quatre firmes qui avaient remis offre pour le déménagement des services, à savoir : Servais Services, Dockx Movers, Potiez-deman et Déménagement Gérard, ont été invitées par mail en date du 21 février 2014 pour adapter leur offre initiale ;

Considérant que deux parmi elles ont répondu à la demande, à savoir :

- Dockx Movers, avenue W.A. Mozart 3/B à 1620 Drogenbos pour un montant de 28.949,25 € TVAC;
- Servais Services, avenue Louise 132 à 1050 Brules pour un montant de 31.278,50 € TVAC ;

Considérant que l'offre de la firme Dockx Movers est la plus avantageuse ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures et notamment l'article 26 § 1, 1°, a ;

Considérant que la dépense émerge à l'article 104/124-06 du service ordinaire du budget 2014 ;

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Vu la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement son article 249 ;

Vu l'urgence impérieuse et imprévisible ;

DECIDE,

De prendre acte de la décision du collège échevinal du 6 mars 2013 de :

- Faire application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale pour le déménagement des services de l'hôtel communal vers les bâtiments de l'Abbaye, de la rue Saint-Denis 14 et de la rue du Patinage ;

- Ne pas désigner la firme Servais Service, selon son offre du 30 janvier 2014 ;

- Choisir la procédure négociée sans publicité en application de l'article 26 § 1, 1°, a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

- Désigner la firme Dockx Movers, avenue W.A. Mozart 3/B à 1620 Drogenbos suivant son offre du 4 mars 2014 pour un montant de 28.949,25 € TVAC ;

D'admettre la dépense et de l'inscrire à l'article 104/124-06 du service ordinaire du budget 2014 ;

D'arrêter la description technique ci-annexée.

### **Artikel 1**

Algemene Zaken - Gemeentehuis - Verhuizing - Toepassing van artikel 249 van de NGW - Herzien.

DE RAAD,

De beslissing van het schepencollege van 13 februari 2014 herzien om :

- Artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen voor de verhuizing van de diensten van het gemeentehuis;

- De firma Servais Services, Louizalaan 132 te 1050 Brussel aan te duiden volgend op zijn offerte van 30 januari 2014 in toepassing van artikel 26 § 1, 1, a van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen;

- De uitgave van 26.922,50 € BTW inbegrepen (22.250 € excl. BTW) in te schrijven op artikel 104/124-06 van de gewone dienst van de begroting 2014;

- De technische beschrijving opgenomen in de bijlage vast te stellen;

- De gemeenteraad op de hoogte te brengen van huidige beslissing;

## Conseil communal du 1 avril 2014

Overwegende dat de lokalen die oorspronkelijk voorzien waren om het personeel onder te brengen tijdens de renovatiewerken van het gemeentehuis, namelijk de gebouwen gelegen Sint-Denijsstraat, 14 en de Abdij, te klein blijken om het volledige personeel in optimale omstandigheden te huisvesten;

Overwegende dat er bijgevolg een bijkomend gebouw gehuurd zal worden, namelijk het gebouw dat zich naast het politiecommissariaat bevindt in de Schaatsstraat;

Overwegende dat de vier firma's die een offerte hadden ingediend voor de verhuizing van de diensten, namelijk : Servais Services, Dockx Movers, Potiez-deman en Déménagement Gérard, op 21 februari 2014 per mail uitgenodigd werden om hun oorspronkelijke offerte aan te passen;

Overwegende dat twee van deze firma's geantwoord hebben op de aanvraag, namelijk:

- Dockx Movers, W.A. Mozartlaan 3/B te 1620 Drogenbos voor een bedrag van 28.949,25 € BTW inbegrepen;
- Servais Services, Louizalaan 132 te 1050 Brussel voor een bedrag van 31.278,50 € BTW inbegrepen;

Overwegende dat de offerte van de firma Dockx Movers de voordeligste is;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen en in het bijzonder artikel 26, § 1, 1<sup>o</sup>, a;

Overwegende dat de uitgave behoort tot artikel 104/124-06 van de gewone dienst van de begroting 2014;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 249;

Gelet op de dringende en onvoorzienbare noodzaak;

**BESLIST,**

Akte te nemen van de beslissing van het schepencollege van 6 maart 2014 om :

- Artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen voor de verhuizing van de diensten van het gemeentehuis naar de gebouwen van de Abdij, van de Sint-Denijsstraat 14 en van de Schaatsstraat;
- De firma Servais Service niet aan te stellen, volgens zijn offerte van 30 januari 2014;
- Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 26 § 1, 1<sup>o</sup>, a van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen;
- De firma Dockx Movers, W.A. Mozartlaan 3/B te 1620 Drogenbos aan te stellen volgens zijn offerte van 4 maart 2014 voor een bedrag van 28.949,25 € BTW inbegrepen;

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

In te stemmen met de uitgave en ze in te schrijven op artikel 104/124-06 van de gewone dienst van de begroting 2014;

De technische beschrijving opgenomen in de bijlage vast te stellen.

### **Article 2**

Affaires Générales - Hôtel communal - Déménagement - Câblage informatique - Application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale.

LE CONSEIL,

Attendu que les travaux de restauration de l'hôtel communal de Forest ont débuté décembre 2013 ;

Considérant qu'il avait été prévu initialement que les services resteraient logés dans l'hôtel communal, mais qu'ils seraient déplacés au fur et à mesure de l'avancement des travaux nécessités ;

Considérant que les travaux entamés engendrent d'importantes nuisances dont le niveau sonore est insupportable pour le personnel occupant ;

Qu'il est donc impératif de loger les services dans d'autres bâtiments pendant toute la durée des travaux ;

Considérant que les locaux initialement prévus pour loger le personnel pendant les travaux de rénovation de l'hôtel communal, à savoir les bâtiments sis rue Saint-Denis, 14 et l'Abbaye, s'avèrent trop étroits pour héberger la totalité du personnel dans des conditions optimales ;

Considérant dès lors, qu'un bâtiment supplémentaire sera pris en location, à savoir le bâtiment se trouvant à côté du commissariat de police, rue du Patinage ;

Attendu qu'il y a lieu de prévoir le câblage informatique dans les locaux précités ;

Vu la convention avec le Centre Informatique pour la Région de Bruxelles-Capitale (CIRB) approuvé par le conseil communal en date du 27 mai 2003 ;

Vu son offre datée du 24 février 2014 qui s'élève à 32.557,78 € HTVA, soit 39.394,91 € TVAC ;

Considérant que la dépense émerge à l'article 104/724-60 du service extraordinaire du budget 2014 ;

Vu la Nouvelle Loi Communale et plus particulièrement son article 249 ;

Vu l'urgence impérieuse et imprévisible ;



## **Conseil communal du 1 avril 2014**

DECIDE,

De prendre acte de la décision du collège du 13 février 2014 de :

- faire application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale pour les travaux de câblage informatique dans les locaux rue du Patinage où certains services seront logés pendant les travaux de rénovation à l'hôtel communal ;

- désigner le Centre Informatique de la Région de Bruxelles-Capitale, suivant son offre du 24 février 2014 fixant le montant total à 32.557,78 € HTVA, soit 39.394,91 € TVAC en application de la convention avec le centre informatique pour la région de Bruxelles-Capitale (CIRB) approuvé par le conseil communal en date du 27 mai 2003 ;

D'admettre la dépense de 39.394,91 € TVAC (32.557,78 € HTVA) et de l'inscrire à l'article 104/724-60 du service extraordinaire du budget 2014 ;

De financer la dépense par l'emprunt.

### **Artikel 2**

Algemene zaken - Gemeentehuis - Verhuizing - Informatiebekabeling - Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

DE RAAD,

Overwegende dat de restauratiewerken van het gemeentehuis van Vorst in december 2013 van start zijn gegaan;

Overwegende dat oorspronkelijk voorzien was dat de diensten in het gemeentehuis ondergebracht zouden blijven, maar dat ze naargelang de vordering van de werken en de behoeften verplaatst zouden worden;

Overwegende dat de opgestarte werken aanzienlijke hinder veroorzaken met ondraaglijke geluidsoverlast voor het personeel;

Dat het dus absoluut noodzakelijk is om de diensten onder te brengen in andere gebouwen tijdens de ganse looptijd van de werken;

Overwegende dat de lokalen die oorspronkelijk voorzien waren om het personeel onder te brengen tijdens de renovatiewerken van het gemeentehuis, namelijk de gebouwen gelegen Sint-Denijsstraat, 14 en de Abdij, te klein blijken om het volledige personeel in optimale omstandigheden te huisvesten;

Overwegende dat er bijgevolg een bijkomend gebouw gehuurd zal worden, namelijk het gebouw dat zich naast het politiecommissariaat bevindt in de Schaatsstraat;

Overwegende dat er informatiebekabeling voorzien moet worden in de voornoemde lokalen;

Gelet op de overeenkomst met het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) goedgekeurd door de gemeenteraad op 27 mei 2003;

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Overwegende zijn offerte van 24 februari 2014 voor een bedrag van 32.557,78 € excl. BTW, of 39.394,91 € BTW inbegrepen;

Overwegende dat de uitgave behoort tot artikel 104/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2014;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 249;

Gelet op de dringende en onvoorzienbare noodzaak;

**BESLIST,**

Akte te nemen van de beslissing van het college van 13 februari 2014 om :

- artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen voor de informaticabekabelingswerken in de lokalen van de Schaatsstraat waar bepaalde diensten zullen worden ondergebracht tijdens de renovatiewerken aan het gemeentehuis;

- het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest aan te duiden volgend op zijn offerte van 24 februari 2014 waarin het totaalbedrag vastgesteld wordt op 32.557,78 € excl. BTW, of 39.394,91 € BTW inbegrepen in toepassing van de overeenkomst met het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) goedgekeurd door de gemeenteraad op 27 mei 2003;

- in te stemmen met de uitgave van 39.394,91 € BTW inbegrepen (32.557,78 € excl. BTW) en ze in te schrijven op artikel 104/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2014;

- de uitgave te financieren door een lening.

### **Article 3**

Affaires Générales - hôtel communal - Déménagement - Equipement actif et déménagement de la ligne Irisnet vers les bâtiments Saint-Denis - Application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale.

**LE CONSEIL,**

Attendu que les travaux de restauration de l'hôtel communal de Forest ont débuté début décembre 2013 ;

Considérant qu'il avait été prévu initialement que les services resteraient logés dans l'hôtel communal, mais qu'il seraient déplacés au fur et à mesure de l'avancement des travaux et de nécessités ;

Considérant que les travaux entamés engendrent d'importantes nuisances dont le niveau sonore est insupportable pour le personnel occupant, qu'il est donc impératif de loger les services communaux restants vers les deux immeubles pris en location et situés à Forest, rue Saint-Denis, 14 ;

Vu sa décision du 13 février 2014 de loger certains services dans les locaux disponibles à l'Abbaye de Forest ;

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Attendu qu'il y a lieu de déménager l'entièreté du personnel, à savoir plus ou moins 110 personnes

Attendu qu'il y a lieu d'équiper les locaux de matériel actif informatique et de déménager la ligne Irisnet vers les bâtiments de la rue Saint-Denis ;

Vu la convention avec le Centre Informatique pour la Région de Bruxelles-Capitale (CIRB) approuvé par le conseil communal en date du 27 mai 2013 ;

Vu les offres datées des 24 et 25 février 2014 qui s'élèvent au total à 32.917,42 € TVAC ;

Considérant que la dépense émerge à l'article 104/724-60 du service extraordinaire du budget 2014 ;

Vu la Nouvelle Loi Communale et plus particulièrement son article 249 ;

Vu l'urgence impérieuse et imprévisible ;

DECIDE,

De prendre acte de la décision du collège échevinal du 6 mars 2014 de :

- faire application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale pour l'installation du matériel actif informatique dans les bâtiments sis rue Saint-Denis 14 et le déménagement de la ligne Irisnet ;

- désigner le Centre Informatique de la Région de Bruxelles-Capitale, suivant ses offres des 24 et 25 février 2014 pour un montant total de 32.917,42 € TVAC, en application de la convention approuvée par le conseil communal du 27 mai 2003 ;

D'admettre la dépense de 32.917,42 € TVAC et de l'inscrire à l'article 104/724-60 du service extraordinaire du budget 2014 ;

De financer la dépense par l'emprunt.

### **Artikel 3**

Algemene Zaken - Gemeentehuis - Verhuizing - Actieve uitrusting en verhuizing van de Irisnet lijn naar de Sint-Denijs gebouwen - Toepassins van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

DE RAAD,

Overwegende dat de restauratiewerken van het gemeentehuis van Vorst begin december 2013 van start zijn gegaan;

Overwegende dat oorspronkelijk voorzien was dat de diensten in het gemeentehuis ondergebracht zouden blijven, maar dat ze naargelang de vordering van de werken en de behoeften verplaatst zouden worden;

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Overwegende dat de opgestarte werken aanzienlijke hinder veroorzaken met ondraaglijke geluidsoverlast voor het personeel, dat het dus absoluut noodzakelijk is om de overblijvende gemeentediensten onder te brengen in de twee gehuurde gebouwen gelegen in de Sint-Denijsstraat, 14 te Vorst;

Gelet op zijn beslissing van 13 februari 2014 om bepaalde diensten onder te brengen in de beschikbare lokalen van de Abdij van Vorst;

Overwegende dat het volledige personeel verhuisd moet worden, namelijk ongeveer 110 personen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de lokalen uit te rusten met actief informaticamateriaal en de Irisnet lijn te verhuizen naar de gebouwen van de Sint-Denijsstraat;

Gelet op de overeenkomst met het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) goedgekeurd door de gemeenteraad op 27 mei 2003;

Gelet op de offertes van 24 en 25 februari 2014 voor een totaalbedrag van 32.917,42 € BTW inbegrepen;

Overwegende dat de uitgave behoort tot artikel 104/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2014;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 249;

Gelet op de dringende en onvoorzienbare noodzaak;

BESLIST,

Akte te nemen van de beslissing van het schepencollege van 6 maart 2014 om :

- artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen voor de installatie van het actieve informaticamateriaal in de gebouwen gelegen Sint-Denijsstraat, 14 en voor de verhuizing van de Irisnet lijn;

- het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest aan te duiden volgend op zijn offertes van 24 en 25 februari 2014 voor een totaalbedrag van 32.917,42 € BTW inbegrepen, in toepassing van de overeenkomst goedgekeurd door de gemeenteraad op 27 mei 2003;

In te stemmen met de uitgave van 32.917,42 € BTW inbegrepen en ze in te schrijven op artikel 104/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2014;

De uitgave te financieren door een lening.

## Conseil communal du 1 avril 2014

### Article 4

Affaires Générales - Elections simultanées européennes, régionales et législatives du 25 mai 2014 - Règlement de police.

LE CONSEIL,

Considérant que les élections Européennes, Régionales et Législatives auront lieu le 25 mai 2014 ;

Considérant qu'il est indispensable de prendre des mesures en vue d'éviter les incidents en matière d'affichage électoral et de prévenir les atteintes à la tranquillité et à la propreté publique ;

Considérant que l'ordre public doit être assuré ;

Vu les articles 112, 114, 119, 134§1 et 135é2 de la nouvelle loi communale ;

ARRETE :

Article 1 : L'administration communale installe des panneaux d'affichage répartis de manière équitable sur tous les quartiers de la commune.

L'espace d'affichage sur les panneaux électoraux communaux est réparti de la manière suivante :

-90% au profit des partis politiques (actuellement) représentés au sein du Parlement de la Région de Bruxelles Capitale, de la Chambre des Représentants du Sénat ou du Parlement Européen. Parmi ces 90 %, 80% sont attribués, en parts égales, aux partis du groupe linguistique francophone et 20% le sont, en parts égales, aux partis du groupe linguistique néerlandophone.

-10%, en parts égales, au profit des partis politiques qui ne sont pas (actuellement) représentés au sein du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Chambre des Représentants du Sénat ou du Parlement Européen.

Au cas où différents partis sont regroupés en liste ou au sein d'un « cartel », dont la présentation aux élections régionales, législatives ou européennes a été approuvée par les partis le composant, la répartition visée dans le présent paragraphe est adaptée proportionnellement, en tenant compte de leur appartenance linguistique et de leur représentation ou non au sein du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Chambre des Représentants du Sénat ou du Parlement Européen.

Article 2 : L'affichage électoral sur les panneaux installés par l'administration communale sera obligatoirement et exclusivement réservé aux bons soins des ouvriers communaux. Les panneaux seront revêtus de treillis de poules. L'affichage par des tiers est strictement interdit. Les autorités communales s'engagent à entretenir ces panneaux communaux et à renouveler, si nécessaire, les affiches à raison d'une fois par semaine.

L'administration communale invite chaque groupe politique et, à défaut d'être représenté au conseil communal, chaque tête de liste à désigner deux personnes habilitées à remettre les affiches électorales.

Les affiches électorales devront nécessairement être déposées au secrétariat communal.

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Article 3 : Il est interdit d'apposer des affiches ou autres supports de propagande électorale sur ou au-dessus de la voie publique, sur les bâtiments publics, sur les œuvres d'art, sur les monuments, sur les arbres, sur les panneaux de signalisation, sur les feux de signalisation, sur les poteaux d'électricité, sur le mobilier urbain, même à l'aide de ficelles ou de crochets.

Article 4 : Les affiches apposées sur le domaine public en contradiction avec les dispositions de l'article 3 de ce règlement seront enlevées dans les plus brefs délais par l'administration communale aux frais des contrevenants. Les frais réels seront facturés au tarif des travaux exécutés par les services communaux.

Article 5 : Il est interdit d'apposer des affiches électorales ou autres supports de propagande électorale sur les propriétés et les biens privés sans l'autorisation du propriétaire.

Article 6 : Il est interdit de distribuer des tracts, photos ou supports électoraux à partir du samedi 24 mai 2014 à 22h. Aucun panneau fixe, mobile ou apposé dans ou sur des véhicules ne se trouvera sur le domaine public, en ce compris la voirie, du territoire communal à partir du samedi 24 mai 2014 à 22h.

Article 7 : Entre 22h et 7 h, et ce, jusqu'au 24 mai 2014 compris, ainsi que durant toute la journée du 25 mai 2014, il est interdit d'organiser des caravanes motorisées dans le cadre des élections.

Si une caravane motorisée est organisée sur la voie publique avant le 24 mai 2014, et entre 7h et 22h, l'organisateur doit prévenir l'administration communale.

Article 8 : Le début et la fin d'une caravane motorisée doivent être clairement signalés, d'une manière appropriée, sur la première et la dernière voiture de la caravane.

La composition et la longueur de la caravane motorisée ne peuvent occasionner de troubles à l'ordre public, à la sécurité et à la tranquillité, de même qu'elle ne peut perturber la circulation.

Article 9 : A la première récidive, sans préjudice des peines de police prévues dans les circulaires du gouverneur et à l'éventuelle restauration opérée par les services communaux en vertu de l'article 4 de ce règlement, une infraction aux dispositions reprises dans ce règlement sera sanctionnée par une amende administrative d'un montant de 247,89 euros à charge de la liste concernée, à verser à parts égales à la propreté publique et au CPAS en faveur des plus démunis.

### **Artikel 4**

AG/ # Algemene Zaken - Gelijktijdige Europese, regionale en wetgevende verkiezingen van 25 mei 2014 - Politierglement. #

DE RAAD,

Overwegende dat de Europese, Regionale en Wetgevende verkiezingen plaats zullen vinden op 25 mei 2014 ;

Overwegende dat het nodig is om maatregelen te treffen om incidenten bij het plakken van verkiezingsaffiche te vermijden en om de aantasting van de openbare rust en netheid te voorkomen;

Overwegende dat de openbare orde verzekerd moet worden;

## Conseil communal du 1 avril 2014

Gelet op artikelen 112, 114, 119, 134§1, en 135§2 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT:

Artikel 1: Het gemeentebestuur plaatst aanplakborden op evenwichtige wijze verdeeld over alle wijken van de gemeente.

De aanplakruimte op de gemeentelijke verkiezingspanelen wordt op volgende wijze verdeeld:  
- 90% ten gunste van de politieke partijen die (momenteel) vertegenwoordigd zijn binnen het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat of het Europese Parlement. Van deze 90 %, wordt 80%, in gelijke delen, toegekend aan de partijen van de Franstalige taalgroep en 20%, in gelijke delen, aan de partijen van de Nederlandstalige taalgroep.

-10%, in gelijke delen, ten gunste van de politieke partijen die (momenteel) niet vertegenwoordigd zijn binnen het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat of het Europese Parlement.

In het geval dat verschillende partijen zich gegroepeerd hebben als lijst of binnen een « kartel », waarvan het opkomen voor de regionale, wetgevende of Europese verkiezingen goedgekeurd werd door de vormende partijen, wordt de verdeling bedoeld in de vorige paragraaf verhoudingsgewijs aangepast, rekening houdend met hun taalaanhoorigheid en met het al dan niet vertegenwoordigd zijn binnen het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat of het Europese Parlement.

Artikel 2 : Het aanplakken van de affiches op de borden geplaatst door het gemeentebestuur zal verplicht en uitsluitend worden toevertrouwd aan de gemeente-arbeiders. Op deze borden zal kippengaas aangebracht worden. De aanplakking door derden is ten strengste verboden. De gemeentelijke overheid verbindt er zich toe deze gemeentelijke borden te onderhouden en, indien nodig, de affiches eenmaal per week te vervangen.

Het gemeentebestuur nodige elke politieke fractie, en indien niet vertegenwoordigd in de gemeenteraad, elke lijsttrekker uit om twee personen aan te duiden die gemachtigd zijn om de verkiezingsaffiches te overhandigen.

De verkiezingsaffiches moeten verplicht worden bezorgd aan het gemeentesecretariaat.

Artikel 3 : Het is verboden affiches of ander verkiezingsmateriaal aan te brengen op of boven de openbare weg, op de openbare gebouwen, op de kunstwerken, op de monumenten, op de bomen, op de verkeersborden, op de verkeerslichten, op de elektriciteitspalen, op het stadsmeubilair, zelfs niet met behulp van touwtjes of haakjes.

Artikel 4 : De affiches aangebracht op het openbaar domein in tegenstelling tot de bepalingen van artikel 3 van huidig reglement, zullen zo vlug mogelijk verwijderd worden door de gemeentelijke overheid op kosten van de overtreders. De reële kosten zullen worden gefactureerd aan het tarief van de werken uitgevoerd door de gemeentediensten.

Artikel 5 : Het is verboden verkiezingsaffiches of ander verkiezingsmateriaal aan te brengen op privé-eigendommen en -goederen zonder de toelating van de eigenaar.

Artikel 6 : Het is verboden vlugschriften, foto's of verkiezingsmateriaal uit te delen vanaf zaterdag 24 mei 2014 om 22u. Geen enkel bord, vast, beweegbaar of aangebracht in of op voertuigen zal zich nog op het openbaar domein, hier inbegrepen de wegen, van het grondgebied van de gemeente bevinden vanaf zaterdag 24 mei 2014 om 22u.

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Artikel 7 : Tussen 22u en 7u is het tot 24 mei 2014 inbegrepen, evenals gedurende de volledige dag van 25 mei 2014, verboden om gemotoriseerde karavanen te organiseren in het teken van de verkiezingen.

Indien een gemotoriseerde karavaan wordt georganiseerd op de openbare weg voor 24 mei 2014 tussen 7u en 22u, moet de organisator het gemeentebestuur verwittigen.

Artikel 8 : Het begin en het einde van een gemotoriseerde karavaan moet duidelijk en op de geëigende wijze aangeduid worden op het eerste en laatste voertuig van de karavaan. De samenstelling en de lengte van de gemotoriseerde karavaan mogen de openbare orde, de veiligheid, de rust en het verkeer niet verstoren.

Artikel 9 : Bij de eerste herhaling zal, zonder afbreuk te doen aan de politiestrafpen voorzien in de omzendbrieven van de gouverneur en aan de eventuele herstelling uitgevoerd door de gemeentediensten krachtens artikel 4 van dit reglement, een inbreuk op de beschikkingen vervat in dit reglement, bestraft worden met een administratieve boete van 247,89 € ten laste van de betrokken lijst, te storten voor helft aan de openbare netheid en voor de helft aan het OCMW ten voordele van de minderbedeelden.

### **Article 5**

Propriétés communales - Partie du terrain communal (Bempt) sise le long du boulevard de la 2ème Armée Britannique - Projet d'aménagement d'un nouveau rond-point - Cession à la Région de Bruxelles-Capitale - Accord de principe.

LE CONSEIL,

Vu le projet de réaménagement du boulevard de la 2<sup>ème</sup> Armée Britannique à Forest, qui, dans le cadre de l'itinéraire cyclable régional, prévoit la création d'un nouveau rond-point au niveau de l'accès actuel vers l'automotive parc d'Audi Brussels ;

Considérant que le projet prévoit également un nouvel accès depuis ce futur rond-point vers les infrastructures sportives communales du Bempt ;

Considérant que le rond-point projeté empiète sur une partie de la propriété communale ; que cette partie de terrain devrait être acquise par la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le courrier daté du 14 octobre 2013 par lequel la Région de Bruxelles-Capitale (AED – Direction Gestion et Entretien des Voiries) demande un accord de principe sur la proposition suivante : la commune cède gratuitement la parcelle de terrain nécessaire à l'aménagement dudit rond-point en échange de la réalisation et du financement par la Région du nouvel accès vers les infrastructures communales du Bempt ;

Vu le plan G. 3-340 dressé le 18 février 2013 par le géomètre de la Région de Bruxelles-Capitale qui précise la parcelle communale concernée par la cession ainsi que sa contenance qui est de 3a 82ca 45dma ;

Vu le plan d'exécution B6103 – Ex-1 dressé le 17 juin 2013 par le bureau d'étude de la Région de Bruxelles-Capitale, montrant le projet du nouvel accès communal ;



## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Considérant que l'approbation définitive du nouvel alignement du boulevard de la 2<sup>ème</sup> Armée Britannique n'est pas encore intervenue ;

Considérant que l'échange précité pourrait se faire en veillant que la commune ne soit en rien lésé ;

Considérant qu'ultérieurement, le conseil communal sera amené à se prononcer définitivement sur ce transfert de propriété ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE,

dans le cadre de la réalisation de l'itinéraire cyclable régional, de marquer son accord de principe sur la proposition de la Région de Bruxelles-Capitale (AED – Direction Gestion et Entretien des Voiries), à savoir que la commune cède gratuitement la parcelle de terrain du Bempt, nécessaire au projet d'aménagement du nouveau rond-point du boulevard de la 2<sup>ème</sup> Armée Britannique à Forest, en échange de la réalisation et du financement par la Région de Bruxelles-Capitale du nouvel accès vers les infrastructures communales et ce suivant le plan G. 3-340 dressé le 18 février 2013 par le géomètre de la Région et le plan d'exécution B6103 – Ex-1 dressé le 17 juin 2013 par le bureau d'étude de la Région, en veillant que cet échange ne lèse en rien la commune

### **Artikel 5**

Gemeente-eigendommen - Gedeelte van een gemeentelijke grond (Bempt) gelegen langs de Britse Tweedelegerlaan - Ontwerp van inrichting van een nieuwe rotonde - Afstand aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Principesakkoord.

DE RAAD,

Gelet op het ontwerp van herinrichting van de Britse Tweedelegerlaan te Vorst, dat, in het kader van de gewestelijk fietsroutes, de inrichting van een nieuwe rotonde ter hoogte van de huidige oprit tot het automotive park van Audi Brussels, voorziet;

Overwegende dat dit ontwerp eveneens voorziet in een nieuwe toegang vanaf deze toekomstige rotonde tot de gemeentelijke sportinfrastructuren van de Bempt;

Overwegende dat de voorziene rotonde een deel van de gemeente-eigendom zal innemen; dat dit grondgedeelte zou moeten aangekocht worden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de brief d.d. 14 oktober 2013 waarbij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BUV – directie beheer en onderhoud der wegen) een principesakkoord vraagt over volgend voorstel: de gemeente staat het voor de inrichting van betrokken rotonde noodzakelijk perceel grond gratis af tegen het uitvoeren en financieren door het Gewest van de nieuwe toegang tot de gemeentelijke sportinfrastructuren van de Bempt;

Gelet op plan G. 3-340, opgemaakt op 18 februari 2013 door de landmeter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat het door de afstand betrokken gemeentelijk perceel aanduidt en er zijn inhoud van bepaalt op 3a 82ca 45dma;

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Gelet op het uitvoeringsplan B6103 – Ex-1, opgemaakt op 17 juni 2013 door het studie bureau van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat het ontwerp van de nieuwe gemeentelijke toegang toont;

Overwegende dat de definitieve goedkeuring van de nieuwe rooilijn van de Britse Tweedelegerlaan nog niet bekomen werd;

Overwegende dat de voornoemde deal zou kunnen gebeuren mits ervoor te zorgen dat de gemeente helemaal niet benadeeld wordt;

Overwegende dat de gemeenteraad zich later definitief zal moeten uitspreken over deze eigendomsoverdracht;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST :**

in het kader van de gewestelijke fietsroute, zijn principiële akkoord te verlenen over het voorstel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BUV – directie beheer en onderhoud der wegen), namelijk het gratis afstaan, door de gemeente, van een voor het ontwerp van inrichting van de nieuwe rotonde van de Britse Tweedelegerlaan noodzakelijk perceel bouwgrond van de Bempt, tegen het uitvoeren en financieren door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van de nieuwe toegang tot de gemeentelijke sportinfrastructuren van de Bempt en dit zowel volgens het plan G. 3-340, opgemaakt op 18 februari 2013 door de gewestelijke landmeter, als volgens het uitvoeringsplan B6103 – Ex-1, opgemaakt op 17 juni 2013 door het gewestelijke studie bureau, mits er tevens voor te zorgen dat de gemeente bij deze deal helemaal niet benadeeld wordt.

### **Article 6**

Service central d'achats - Travaux - Achat de 3 chauffe-eaux - Approbation des conditions et du mode de passation - Application de l'article 234, al.3 de la nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de 3 chauffe-eaux pour le forum (nouvel investissement);

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 8.500,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 110 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.500,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 300/744-51 du service extraordinaire du budget 2013;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en séance du [07/11/2013](#);

DECIDE:

- de prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 07/11/2013 faisant choix de la procédure négociée par facture acceptée en vertu de l'article 26 § 1, 1<sup>o</sup>a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour le marché ayant pour objet «[Achat de 3 chauffe-eaux](#)»;

- d'approuver le montant estimé du marché “ [Achat de 3 chauffe-eaux](#) pour le forum, établi par le Service central d'achats. Le montant estimé s'élève à 1.500,00 €, 21% TVA comprise.

- de financer cette dépense par un subside.

- d'inscrire la dépense estimée à 1.500,00 €, 21% TVA comprise à l'article 300/744-51 du budget 2013

- de consulter minimum 3 firmes

### **Artikel 6**

Centrale Aankoopdienst - Werken - Aankoop van 3 boilers - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Overwegende dat er 3 boilers voor het forum (nieuwe investering) dienen te worden gekocht;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236, betreffende de bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 1, 1<sup>o</sup> a (limiet van 8.500,00 € excl. btw niet overschreden);

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 110;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 4;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 1.500,00 € incl. 21% btw bedraagt;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van onderhandelingsprocedure met aanvaarde factuur;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 300/744-51 van de buitengewone dienst van de begroting 2013;

Gelet op de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen in zitting van 07/11/2013;

**BESLIST:**

- akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 07/11/2013 om voor de onderhandelingsprocedure met aanvaarde factuur te kiezen krachtens artikel 26 § 1 1<sup>o</sup>a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet voor de opdracht met als voorwerp « Aankoop van 3 boilers »;

- goedkeuring te verlenen aan de raming van de opdracht « Aankoop van 3 boilers voor het forum » opgesteld door de Centrale aankoopdienst. De raming bedraagt 1.500,00 € incl. 21% BTW;

- deze uitgave te financieren door een subsidie;

- de uitgave geraamd op 1.500,00 € incl. 21% BTW in te schrijven op artikel 300/744-51 van de begroting 2013;

- minimum 3 firma's te raadplegen.

### **Article 7**

Marchés publics - Remplacement du poteau de feux de signalisation du carrefour Tournoi/Jupiter - 2014-F-004 - Application de l'article 49 de la NLC - Admission de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1<sup>o</sup>c) et 26, § 1, 1<sup>o</sup>f) ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

## Conseil communal du 1 avril 2014

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 27 février 2014 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Remplacement du poteau de feux de signalisation du carrefour Tournoi/Jupiter - 2014-F-004 » ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le Conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

Art 1 : De prendre acte de la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 27 février 2014, décidant :

- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Remplacement du poteau de feux de signalisation du carrefour Tournoi/Jupiter - 2014-F-004 », conformément à l'article 26, §1, 1° c et 26, § 1, 1°f) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services;
- de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible;
- de désigner la société SIRIEN, rue des Patûrage 64 à 7041 Givry pour la réalisation de ce marché ;

Art 2 : d'admettre la dépense de 3.087,92 €, 21% TVA comprise et de l'inscrire à l'article de dépense 423/741-52 du service extraordinaire du budget 2014 lors de la prochaine modification budgétaire ;

Art 3 : De financer la dépense par un emprunt ;

Art 4 : De transmettre la présente décision à l'autorité de Tutelle.

### Artikel 7

Overheidsopdrachten - Vervanging van de verkeerslichtpaal op het kruispunt Steekspel/Jupiter - 2014-F-004 - Toepassing van artikel 249 van de NGW - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, §1 1° c) en 26, § 1 1° f);

Gelet op artikel 249 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 27 februari 2014 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "Vervanging van de verkeerslichtpaal op het kruispunt Steekspel/Jupiter - 2014-F-004";

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van burgemeester en schepenen;

BESLIST :

Art 1 : Akte te nemen van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 27 februari 2014, waarin beslist werd om ;

- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “Vervanging van de verkeerslichtpaal op het kruispunt Steekspel/Jupiter - 2014-F-004”, conform artikel 26, §1, 1° c) en 26, §1, 1° f) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak;
- de firma SIRIEN, rue des Patûrages 64 te 7041 Givry aan te duiden voor de uitvoering van deze opdracht;

Art 2 : In te stemmen met de uitgave van 3.087,92 €, 21% BTW inbegrepen, en ze in te schrijven op artikel van uitgaven 423/741-52 van de buitengewone dienst van de begroting 2014 tijdens de volgende begrotingswijziging;

Art 3 : De uitgave te financieren door een lening;

Art 4 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid.

### **Article 8**

Marchés publics - Remise en état de la chaufferie du château de l'Abbaye de Forest - 2014-T-003 - Application de l'article 249 de la NLC - Admission de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1°c) ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 27 février 2014 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Remise en état de la chaufferie du château de l'Abbaye de Forest - 2014-T-003 » ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le Conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

DECIDE :

Art 1 : De prendre acte de la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 27 février 2014, décidant :

- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Remise en état de la chaufferie du château de l'Abbaye de Forest - 2014-T-003 », conformément à l'article 26, §1, 1° c) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services;
- de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible;
- de désigner la société Arlex Engineering, avenue Lavoisier 31 à 1300 Wavre pour la réalisation de ce marché ;

Art 2 : d'admettre la dépense de 21.660,56 €, 21% TVA comprise et de l'inscrire à l'article de dépense 773/724-60 du service extraordinaire du budget 2014 lors de la prochaine modification budgétaire ;

Art 3 : De financer la dépense par un emprunt ;

Art 4 : De transmettre la présente décision à l'autorité de Tutelle.

### **Artikel 8**

Overheidsopdrachten - Herstelling van de verwarming van het kasteel van de Abdij van Vorst - 2014-T-003 - Toepassing van artikel 249 van de NGW - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, §1 1° c);

Gelet op artikel 249 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 27 februari 2014 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "Herstelling van de verwarming van het kasteel van de Abdij van Vorst - 2014-T-003";

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van burgemeester en schepenen;

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

BESLIST :

Art 1 : Akte te nemen van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 27 februari 2014, waarin beslist werd om:

- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “Herstelling van de verwarming van het kasteel van de Abdij van Vorst - 2014-T-003”, conform artikel 26, §1, 1° c) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak;
- de firma Arlex Engineering, avenue Lavoisier 31 te 1300 Wavre aan te duiden voor de uitvoering van deze opdracht;

Art 2 : In te stemmen met de uitgave van 21.660,56 €, 21% BTW inbegrepen, en ze in te schrijven op artikel van uitgaven 773/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2014 tijdens de volgende begrotingswijziging;

Art 3 : De uitgave te financieren door een lening;

Art 4 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid.

### **Article 9**

Marchés publics - Bempt - réalisation d'un terrain synthétique mixte - 2014-T-005 -  
Approbation des conditions et du mode de passation.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la réalisation d'un terrain synthétique mixte au Bempt vu la vétusté du terrain actuel ;

Vu le cahier spécial des charges N° 2014-T-005 relatif au marché “Bempt – Réalisation d'un terrain synthétique mixte” établi par le Service Travaux Publics ;



## Conseil communal du 1 avril 2014

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 751.314,79 € hors TVA, soit 1.000.000,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit à l'article 764/721-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2014 lors de la prochaine modification budgétaire ;

Considérant que le mode de financement prévu est un subside de la COCOF, à hauteur de 60% du montant des travaux, TVA et révision des prix comprises, et un emprunt du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (FRBRTC), à hauteur de 40% du montant des travaux, TVA comprise et hors révision des prix, le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE (sous réserve de l'approbation de la prochaine modification budgétaire par l'autorité de Tutelle):

Art 1er : D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-T-005 et le montant estimé du marché " Bempt – Réalisation d'un terrain synthétique mixte", établis par le Service Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 751.314,79 € hors TVA, soit 1.000.000,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises ;

Art 2 : De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché ;

Art 3 : De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national ;

Art 4 : D'inscrire la dépense à l'article 764/721-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2014 pour un montant de 1.000.000,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises ;

Art 5 : De financer cette dépense par un subside de la COCOF, à hauteur de 60% du montant des travaux, TVA et révision des prix comprises, et par un emprunt du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (FRBRTC), à hauteur de 40% du montant des travaux, TVA comprise et hors révision des prix, le solde restant par un emprunt à charge de la commune ;

Art 6 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

**Artikel 9**

Overheidsopdrachten - Bempt - Aanleg van een gemengd synthetisch terrein - 2014-T-005 - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 24;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Overwegende dat het noodzakelijk is om over te gaan tot de aanleg van een gemengd synthetisch terrein op de Bempt, gezien de verouderde staat van het huidige terrein;

Gelet op het bijzondere bestek met nr. 2014-T-005 betreffende de opdracht “Bempt – Aanleg van een gemengd synthetisch terrein” opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat het totale bedrag van deze opdracht wordt geraamd op 751.314,79 € excl. BTW, hetzij 1.000.000,00 €, 21% BTW en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van open aanbesteding;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven zal worden op artikel 764/721-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2014 tijdens de volgende begrotingswijziging;

Overwegende dat de voorziene financieringswijze een subsidie van de COCOF is, voor 60% van het bedrag van de werken, BTW en prijsherziening inbegrepen, en een lening van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT), voor 40% van het bedrag van de werken, BTW inbegrepen en zonder prijsherziening; het overblijvende saldo wordt gefinancierd door een lening ten laste van de gemeente;

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

BESLIST (onder voorbehoud van goedkeuring van de volgende begrotingswijziging door de toezichthoudende overheid):

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan het bijzondere bestek met nr. 2014-T-005 en de raming van de opdracht “Bempt – Aanleg van een gemengd synthetisch terrein”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzondere bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 751.314,79 € excl. BTW, hetzij 1.000.000,00 €, 21% BTW en prijsherziening inbegrepen;

Art 2 : Te kiezen voor de open aanbesteding als gunningswijze van de opdracht;

Art 3 : Het standaard publicatieformulier in te vullen en bekend te maken op nationaal niveau;

Art 4 : De uitgave in te schrijven op artikel 764/721-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2014 voor een bedrag van 1.000.000,00 €, 21% BTW en prijsherziening inbegrepen;

Art 5 : Deze uitgave te financieren door een subsidie van de COCOF, voor 60% van het bedrag van de werken; BTW en prijsherziening inbegrepen, en door een lening van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT), voor 40% van het bedrag van de werken, BTW inbegrepen en zonder prijsherziening; het overblijvende saldo is een lening ten laste van de gemeente;

Art 6 : Deze beraadslaging aan de toezichthoudende overheid over te maken met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

### **Article 10**

Marchés publics - Parc J. Brel : restauration du Pavillon Joséphine et d'autres éléments en béton, simili-pierre et rocaille (lot 1) et restauration d'une cascade en rocaille (lot 2) - 2014-T-006 - Approbation des conditions et du mode de passation.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 §1 3° ;

## Conseil communal du 1 avril 2014

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu le cahier spécial des charges N° 2014-T-006 relatif au marché "Parc J. Brel : restauration du Pavillon Joséphine et d'autres éléments en béton, simili-pierre et rocaille (lot 1) et restauration d'une cascade en rocaille (lot 2)" établi par le Service Travaux Publics ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

\* Lot 1 (restauration du Pavillon Joséphine et d'autres éléments en béton, simili-pierre et rocaille), estimé à 124.500,00 € hors TVA ou 165.700,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises

\* Lot 2 (restauration d'une cascade en rocaille), estimé à 37.566,00 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que le pavillon et les autres éléments sont fortement dégradés et menacent la sécurité dans le parc ;

Considérant que le montant estimé global de ce marché s'élève à 162.066,00 € hors TVA ou 215.700,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 766/725-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2014 où un montant de 210.000,00 € est prévu pour les travaux de sécurisation et de restauration au parc J. Brel (dont fait partie les travaux du lot 1) et 100.000,00 € pour la phase 4 des travaux hydrauliques au parc J. Brel (dont fait partie les travaux du lot 2) ;

Considérant que le mode de financement prévu est un subside de la Direction des Monuments et des Sites de la Région de Bruxelles-Capitale, à hauteur de 80% du montant des travaux, le solde restant étant un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE:

Art 1er : D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-T-006 et le montant estimé du marché "Parc J. Brel : restauration du Pavillon Joséphine et d'autres éléments en béton, simili-pierre et rocaille (lot 1) et restauration d'une cascade en rocaille (lot 2)", établis par le Service Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 162.066,00 € hors TVA ou 215.700,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises ;

Art 2 : De choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché ;

Art 3 : De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national ;

## Conseil communal du 1 avril 2014

Art 4 : D'inscrire la dépense à l'article 766/725-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2014 pour un montant de 215.700,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises ;

Art 5 : De financer la dépense par un subside de la Direction des Monuments et des Sites de la Région de Bruxelles-Capitale, à hauteur de 80% du montant des travaux, le solde restant par un emprunt à charge de la commune ;

Art 6 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

### Artikel 10

Overheidsopdrachten - J. Brel Park : restauratie van het Paviljoen Joséphine en andere elementen in beton, similisteen en rocaille (perceel 1) en restauratie van een waterval in rocaille (perceel 2) - 2014-T-006 - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2 §1 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Gelet op het bijzondere bestek met nr. 2014-T-006 betreffende de opdracht "J. Brel Park : restauratie van het Paviljoen Joséphine en andere elementen in beton, similisteen en rocaille (perceel 1) en restauratie van een waterval in rocaille (perceel 2)" opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in percelen:

\* Perceel 1 (restauratie van het Paviljoen Joséphine en andere elementen in beton, similisteen en rocaille), raming: 124.500,00 € excl. btw of 165.700,00 €, 21% btw en prijssherziening inbegrepen

\* Perceel 2 (restauratie van een waterval in rocaille), raming: 37.566,00 € excl. btw of 50.000,00 €, 21% btw en prijssherziening inbegrepen;

Overwegende dat het paviljoen en de andere elementen zwaar beschadigd zijn en een bedreiging vormen voor de veiligheid in het park;

## Conseil communal du 1 avril 2014

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 162.066,00 € excl. btw of 215.700,00 €, 21% btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 766/725-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2014, waar een bedrag van 210.000,00 € voorzien is voor de beveiligings- en restauratiewerken in het J. Brel Park (waarvan de werken van perceel 1 deel uitmaken) en 100.000,00 € voor fase 4 van de hydraulische werken in het J. Brel Park (waarvan de werken van perceel 1 deel uitmaken);

Overwegende dat de voorziene financieringswijze een subsidie van de Directie Monumenten en Landschappen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is, vastgesteld op 80% van het bedrag van de werken, het overblijvende saldo is een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST:

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan het bijzondere bestek met nr. 2014-T-006 en de raming voor de opdracht “J. Brel Park: restauratie van het Paviljoen Joséphine en andere elementen in beton, similisteen en rocaille (perceel 1) en restauratie van een waterval in rocaille (perceel 2)”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzondere bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 162.066,00 € excl. btw of 215.700,00 €, 21% BTW en prijsherziening inbegrepen;

Art 2 : Te kiezen voor de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;

Art 3 : Het standaard publicatieformulier in te vullen en bekend te maken op nationaal niveau;

Art 4 : De uitgave in te schrijven op artikel 766/725-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2014 voor een bedrag van 215.700,00 €, 21% BTW en prijsherziening inbegrepen;

Art 5 : De uitgave te financieren door een subsidie van de Directie Monumenten en Landschappen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vastgesteld op 80% van het bedrag van de werken, het overblijvende saldo door een lening ten laste van de gemeente;

Art 6 : Deze beraadslaging aan de toezichthoudende overheid over te maken met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

## Conseil communal du 1 avril 2014

### Article 11

Marchés publics - Création d'une nouvelle plaine de jeux, square du 8 mai (lot 1) et aménagements de diverses plaines de jeux à Forest (lot 2) - 2014-T-007 - Approbation des conditions et du mode de passation.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 §1 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu le cahier spécial des charges N° 2014-T-007 relatif au marché "Création d'une nouvelle plaine de jeux, square du 8 mai (lot 1) et aménagements de diverses plaines de jeux à Forest (lot 2)" établi par le Service Travaux Publics ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

\* Lot 1 (création d'une nouvelle plaine de jeux au Square du 8 mai à Forest), estimé à 41.322,31 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA comprise

\* Lot 2 (aménagements de diverses plaines de jeux à Forest), estimé à 82.644,63 € hors TVA ou 100.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que la création d'une plaine de jeux au Square du 8 mai s'inscrit dans la continuité des réalisations du contrat de quartier Saint-Denis et complète les équipements du quartier ;

Considérant que les aménagements de diverses plaines de jeux sont nécessaires pour maintenir leur conformité aux normes ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 123.966,94 € hors TVA ou 150.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 761/721-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2014, et sera financé par un emprunt ;

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

DECIDE:

Art 1er : D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-T-007 et le montant estimé du marché “ Création d’une nouvelle plaine de jeux, square du 8 mai (lot 1) et aménagements de diverses plaines de jeux à Forest (lot 2)”, établis par le Service Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 123.966,94 € hors TVA ou 150.000,00 €, 21% TVA comprise.

Art 2 : De choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

Art 3 : De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Art 4 : D'inscrire la dépense à l'article 761/721-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2014 pour un montant de 50.000,00 €, 21% TVA comprise pour le lot 1 et 100.000,00 €, 21% TVA comprise pour le lot 2, soit un montant total de 150.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Art 5 : De financer la dépense par un emprunt ;

### **Artikel 11**

Overheidsopdrachten - Aanleg van een nieuw speelplein, 8 mei-square (perceel 1) en inrichting van diverse speelpleinen in Vorst (perceel 2) - 2014-T-007 - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2 §1 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Gelet op het bijzondere bestek met nr. 2014-T-007 betreffende de opdracht “Aanleg van een nieuw speelplein, 8 mei-square (perceel 1) en inrichting van diverse speelpleinen in Vorst (perceel 2)” opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in percelen:

\* Perceel 1 (aanleg van een nieuw speelplein op het 8 mei-square), raming: 41.322,31 € excl. btw of 50.000,00 € incl. 21% btw



## Conseil communal du 1 avril 2014

\* Perceel 2 (inrichting van diverse speelpleinen in Vorst), raming:  
82.644,63 € excl. btw of 100.000,00 € incl. 21% btw;

Overwegende dat de aanleg van een speelplein op het 8 mei-square kadert in de continuïteit van de realisaties van het wijkcontract Sint-Denijs en een aanvulling vormt op de buurtvoorzieningen;

Overwegende dat de werkzaamheden aan diverse speelpleinen nodig zijn om de conformiteit met de normen te verzekeren;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 123.966,94 € excl. btw of 150.000,00 € incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 761/721-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2014, en gefinancierd zal worden door een lening;

BESLIST:

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan het bijzondere bestek met nr. 2014-T-007 en de raming voor de opdracht “Aanleg van een speelplein op het 8 mei-square (perceel 1) en inrichting van diverse speelpleinen in Vorst (perceel 2)”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzondere bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 123.966,94 € excl. btw of 150.000,00 € incl. 21% btw;

Art 2 : Te kiezen voor de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;

Art 3 : Het standaard publicatieformulier in te vullen en bekend te maken op nationaal niveau;

Art 4 : De uitgave in te schrijven op artikel 761/721-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2014 voor een bedrag van 50.000,00 €, incl. 21% BTW (perceel 1) en 100.000,00 €, incl. 21% BTW (perceel 2), hetzij een totaal bedrag van 150.000,00 €, incl 21% BTW;

Art 5 : De uitgave te financieren door een lening.

## Conseil communal du 1 avril 2014

### Article 12

Marchés publics - Ecole 12: travaux de stabilité et d'égouttage - 2014-T-008 - Approbation des conditions et du mode de passation.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que les travaux de stabilité sont nécessaires vu les désordres constatés à l'école 12 (fissures, tassements, ...) ;

Considérant que le remplacement de l'égouttage s'avère nécessaire vu sa vétusté et qu'il est en partie responsable des problèmes de stabilité ;

Vu le cahier spécial des charges N° 2014-T-008 relatif au marché "Ecole 12 : travaux de stabilité et d'égouttage" établi par le Service Travaux Publics ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 262.960,00 € hors TVA, soit 350.000,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 7201/724-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2014, et sera financé par un emprunt à charge de la commune ;

## Conseil communal du 1 avril 2014

DECIDE:

Art 1er : D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-T-008 et le montant estimé du marché “ Ecole 12 : travaux de stabilité et d'égouttage ”, établis par le Service Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 262.960,00 € hors TVA, soit 350.000,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises ;

Art 2 : De choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché ;

Art 3 : De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national ;

Art 4 : D'inscrire la dépense à l'article 7201/724-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2014 pour un montant de 350.000,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises :

Art 5 : De financer cette dépense par un emprunt à charge de la commune ;

Art 6 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

### Artikel 12

Overheidsopdrachten - School 12: stabiliteits- en rioleringswerken - 2014-T-008 - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Overwegende dat de stabiliteitswerken noodzakelijk zijn gezien de stoornissen vastgesteld in school 12 (barsten, verzakkingen,...);

Overwegende dat de vervanging van de riolering noodzakelijk blijkt gezien de verouderde staat ervan en gezien dit gedeeltelijk leidt tot de stabiliteitsproblemen;

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Gelet op het bijzondere bestek met nr. 2014-T-008 betreffende de opdracht “School 12: stabiliteits- en rioleringswerken” opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat het totale bedrag van deze opdracht wordt geraamd op 262.960,00 € excl. BTW, hetzij 350.000,00 €, 21% BTW en prijssherziening inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 7201/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2014, en gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST:

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan het bijzondere bestek met nr. 2014-T-008 en de raming van de opdracht “School 12: stabiliteits- en rioleringswerken”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzondere bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 262.960,00 € excl. BTW, hetzij 350.000,00 €, 21% BTW en prijssherziening inbegrepen;

Art 2 : Te kiezen voor de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;

Art 3 : Het standaard publicatieformulier in te vullen en bekend te maken op nationaal niveau;

Art 4 : De uitgave in te schrijven op artikel 7201/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2014 voor een bedrag van 350.000,00 €, 21% BTW en prijssherziening inbegrepen;

Art 5 : Deze uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente;

Art 6 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

### **Article 13**

Politique des Grandes Villes - Adoption de la convention intitulée "Convention Ville durable" dans le cadre de la Politique des Grandes Villes 2014.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 122 de la nouvelle loi communale relatifs aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 12 août 2000 incluant la commune de Forest en tant que bénéficiaire du programme « Politique des Grandes Villes » géré par le Service Public de Programmation Intégration Sociale ;

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Vu l'accord du collège du Bourgmestre et échevins en date du 30 Janvier 2014 sur le contenu programme relatif à la Politique des Grandes Villes pour l'année 2014,

Vu la décision du Conseil interministériel en date du 20 Mars 2014 de valider la convention ville durable 2014 entre l'Etat belge et la Commune de Forest,

Considérant que le subside alloué à la commune de Forest dans le cadre du programme « Politique des Grandes Villes » s'élève à 460.918 euros ;

Considérant que le programme « Politique des Grandes Villes » pour l'année 2014 doit répondre à des objectifs en matière d'intégration sociale et de lutte contre la pauvreté ;

DECIDE

D'approuver la convention 'Contrat Ville Durable' pour l'année 2014 ci-annexée entre la commune et l'Etat belge, représenté par le Gouvernement fédéral, et de charger Monsieur le Bourgmestre ou son remplaçant, et la Secrétaire communal f.f. de la signature de la convention.

### **Artikel 13**

Grootstedenbeleid - Goedkeuring van de overeenkomst genaamd "Overeenkomst Duurzame Stad" in het kader van het Grootstedenbeleid 2014.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117 en 122 van de nieuwe gemeentewet betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 2000 dat de gemeente Vorst opneemt als begunstigde van het programma « Grootstedenbeleid » beheerd door de Programmatorische Overheidsdienst Maatschappelijke Integratie;

Gelet op het akkoord van het college van burgemeester en schepenen van 30 januari 2014 over de inhoud van het programma betreffende het Grootstedenbeleid voor het jaar 2014;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 20 maart 2014 om de overeenkomst duurzame stad 2014 tussen de Belgische Staat en de Gemeente Vorst te valideren;

Overwegende dat de subsidie toegekend aan de gemeente Vorst in het kader van het programma « Grootstedenbeleid » 460.918 euro bedraagt;

Overwegende dat het programma « Grootstedenbeleid » voor het jaar 2014 moet beantwoorden aan doelstellingen inzake maatschappelijke integratie en armoedebestrijding;

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst ‘Contract Duurzame Stad’ voor het jaar 2014 opgenomen in de bijlage tussen de gemeente en de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de federale Regering, en de Heer Burgemeester of zijn vervanger, en de wd. Gemeentesecretaris te belasten met de ondertekening van de overeenkomst.

### **Article 14**

Politique des Grandes Villes - Adoption de la convention-type et mandat au collège de signer les conventions de partenariat entre la commune et les asbl partenaires dans le cadre du contrat ville durable 2014.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 à 132 de la nouvelle loi communale relatifs aux compétences du conseil communal et du collège des Bourgmestres et échevins, et ses modifications ultérieures ;

Considérant la décision de conseil des Ministres de valider le contrat ville durable 2014 entre d’une part l’Etat belge, représenté par le Gouvernement fédéral, et d’autre part, la commune de Forest, représentée par le conseil communal en la personne de Marc-Jean Ghysse – Bourgmestre – et Madame Betty Moens, secrétaire communal faisant fonction ;

Considérant que le CPAS de Forest et plusieurs associations sont partenaires de la Commune de Forest pour la mise en œuvre du Contrat Ville durable 2014 ;

Considérant que les montants alloués aux associations par projets sont spécifiés dans le Contrat Ville Durable 2014 ;

Considérant que les montants prévus pour chaque association sont subsidiés intégralement par le Service Public de Programmation Intégration Sociale dans le cadre du contrat Ville durable 2014 ;

Considérant que le projet de convention-type entre la Commune et les associations partenaires spécifie les dispositions générales qui s’appliquent à tous les promoteurs de projets de la Politique des Grandes Villes ;

Considérant que ces dispositions générales seront complétées par les montants de subventions prévus pour chaque partenaire et par les stipulations relatives aux engagements particuliers du promoteur vis-vis de la Commune ;

DECIDE

D’approuver la convention-type entre la Commune et le promoteur de projet de la Politique des Grandes Villes telle que présentée en annexe ;

De donner mandat au collège des bourgmestre et échevins de signer les conventions particulières de partenariat conformes à la convention-type avec les promoteurs de projets de la Politique des Grandes Villes dans le cadre de la mise en œuvre du contrat ville durable 2014.

**Artikel 14**

Grootstedenbeleid - Goedkeuring van de type-overeenkomst en volmacht aan het college om de samenwerkingsovereenkomsten te ondertekenen tussen de gemeente en de partner vzw's in het kader van het contract duurzame stad 2014.

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 117 tot 132 van de nieuwe gemeentewet betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad en van het college van burgemeester en schepenen, en latere wijzigingen ;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad om het contract duurzame stad 2014 tussen enerzijds de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Federale regering, en anderzijds, de gemeente Vorst, vertegenwoordigd door de gemeenteraad in de persoon van Marc-Jean Ghysels – Burgemeester – en Mevrouw Betty Moens, waarnemend gemeentesecretaris te valideren ;

Overwegende dat het OCMW van Vorst en meerdere verenigingen partners van de Gemeente Vorst zijn voor de uitwerking van het Contract Duurzame Stad 2014 ;

Overwegende dat de bedragen toegekend aan de verenigingen per project gedetailleerd beschreven worden in het Contract Duurzame Stad 2014 ;

Overwegende dat de bedragen voorzien voor elke vereniging integraal gesubsidieerd worden door de Programmatorische Overheidsdienst Maatschappelijke Integratie in het kader van het contract Duurzame Stad 2014 ;

Overwegende dat het ontwerp van type-overeenkomst tussen de Gemeente en de partnerverenigingen de algemene bepalingen verduidelijkt die van toepassing zijn op alle projectpromotoren van het Grootstedenbeleid ;

Overwegende dat deze algemene bepalingen aangevuld zullen worden door de subsidiebedragen voorzien voor elke partner en door de bepalingen betreffende de bijzondere verbintenissen van de promotor ten opzichte van de Gemeente ;

BESLIST

De type-overeenkomst tussen de Gemeente en de projectpromotor van het Grootstedenbeleid goed te keuren zoals opgenomen in de bijlage ;

Het college van burgemeester en schepenen volmacht te geven om de bijzondere samenwerkingsovereenkomsten conform de type-overeenkomst met de projectpromotoren van het Grootstedenbeleid te ondertekenen in het kader van de uitwerking van het contract duurzame stad 2014.

## Conseil communal du 1 avril 2014

### Article 15

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint-Antoine - Volet 5 - Rue de Mérode, 441 - Construction d'une nouvelle maison des jeunes - Mise à jour des honoraires du Bureau d'architectes Ferrière - Application de l'article 236 de la NLC. Prise pour information.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 13 mars 2014 relative à l'approbation des conditions, de l'estimation et du mode de passation du présent marché public de travaux (adjudication publique);

Vu la délibération du 13 mars 2014 du collège des bourgmestre et échevins décidant :

Art.1 : De procéder au paiement du bureau d'architectes suivant la grille de décomposition mentionnée dans les prescriptions relatives à l'Art4, §2 du Cahier des charges de 2002 ;

Art. 2 : D'inscrire la dépense de 6.162,21€ tvac 21% au 9302/722-60 « Travaux de construction aux bâtiments en cours » du service extraordinaire du budget 2014 ;

Art. 3 : De financer cette dépense par le subsidie régional du contrat de quartier Saint Antoine ;

Art. 4 : D'en informer le conseil lors de sa prochaine séance.

Vu la loi nouvelle communale, et notamment l'article 236 relatif aux compétences du conseil et du collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

En application de l'article 236 de la nouvelle loi communale, de prendre pour information la décision du 13 mars 2014 du collège des bourgmestre et échevins d'inscrire la dépense de 6.162,21€ tvac 21% ;

De prendre également pour information que la dépense est inscrite à l'article 9303/722-60 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

### Artikel 15

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Antonius - Luik 5 - de Mérodestraat, 441 - Bouw van een nieuw jeugdhuis - Update van de honoraria van het Architectenkantoor Ferrière - Toepassing van artikel 236 van de NGW.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 13 maart 2014 betreffende de goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de raming en van de gunningswijze van huidige overheidsopdracht voor aanneming van werken (openbare aanbesteding);



## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Gelet op de beraadslaging van 13 maart 2014 van het college van burgemeester en schepenen waarin beslist werd om :

Art.1 : Over te gaan tot de betaling van het architectenkantoor volgens het ontledingsrooster vermeld in de voorschriften betreffende Art4, §2 van het Bestek van 2002;

Art. 2 : De uitgave van 6.162,21 €, 21% btw inbegrepen, in te schrijven op artikel 9302/722-60 "Oprichting van gebouwen in uitvoering" van de buitengewone dienst van de begroting 2014;

Art. 3 : Deze uitgave te financieren door een gewestelijke subsidie van het wijkcontract Sint-Antonius;

Art. 4 : De raad hiervan op de hoogte te brengen tijdens zijn volgende zitting.

Gelet op de nieuwe gemeentewet, en inzonderheid artikel 236 betreffende de bevoegdheden van de raad en van het college van burgemeester en schepenen;

BESLIST :

In toepassing van artikel 236 van de nieuwe gemeentewet, kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 13 maart 2014 om de uitgave van 6.162,21 €, 21% btw inbegrepen, in te schrijven;

Tevens kennis te nemen van het feit dat de uitgave ingeschreven is op artikel 9303/722-60 « Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering » van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014.

### **Article 16**

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint-Antoine - Réaménagement de la place Saint-Antoine et des rues alentour, de la rue de Padoue et de la Place Urban - Travaux supplémentaires - Financement - Application de l'article 236 , al. 1 de la NLC. Prise pour information.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment son article 236, al. 1 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 août 2012 (007/23.08.2012/B/0065) décidant de : Art 3: sélectionner sur base de l'analyse des offres régulières, l'entreprise : Société anonyme Viabuild (anciennement VERHAEREN, Adresse: Damstraat, 195 -1980 Zemst), Pour un montant de 735.339,12€ HTVA ; Art 4 : attribuer le présent marché à la société anonyme Viabuild (anciennement VERHAEREN – Damstraat, 195 - 1980 Zemst) pour le montant d'offre contrôlé de 735.339,12€ HTVA soit, 889.760,34 € TVAC 21% ; Art 5 : financer la dépense à hauteur de 20% par le subside régional, soit 147.067,82 € HTVA et 177.952,06 TVAC 21% ; Art 6 : financer par l'emprunt le solde soit, 588.271,29 € HTVA et 711.808,27 € TVAC 21% ;

Vu le Contrat de Quartier Saint-Antoine a pris fin le 31 décembre 2012 et que les années 2013 et 2014 sont dédiées au suivi des différents chantiers

## **Conseil communal du 1 avril 2014**

Vu les travaux supplémentaires se sont avérés indispensables pour mener à bonne fin le chantier de réaménagement de la place Saint-Antoine et des rues alentour, de la rue de Padoue et de la Place Orban ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06 mars 2014 décidant de : Art 4 : d'en informer le Conseil lors de sa prochaine séance.

DECIDE :

De prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06 mars 2014 décidant de : Art 1 : d'approuver le montant total des travaux supplémentaires estimé à 125.000,00 € pour mener à bonne fin le chantier de réaménagement de la place Saint-Antoine et des rues alentour, de la rue de Padoue et de la Place Orban ; Art 2 : d'inscrire la dépense à l'article 9302/731-60 du service extraordinaire du budget 2014.

De prendre acte que la dépense pour ce marché – estimée à 125.000,00 € TVAC – est inscrite à l'article 9302/731-60 du service extraordinaire du budget 2014 et qu'elle sera financée par un emprunt à la charge de la commune.

### **Artikel 16**

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Antonius - Heraanleg van het Sint-Antoniusplein en omliggende straten, van de Paduastraat en van het Orbanplein - Bijkomende werkzaamheden - Kennisneming - Financiering - Toepassing van artikel 236, 1ste lid van de NGW. Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 236, 1ste lid;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 augustus 2012 (007/23.08.2012/B/0065), waarin beslist werd om : Art 3: op basis van de analyse van de regelmatige offertes, de onderneming : Naamloze vennootschap Viabuild (voorheen VERHAEREN, Adres: Damstraat, 195 -1980 Zemst) te selecteren, Voor een bedrag van 735.339,12 € excl. BTW ; Art 4 : huidige opdracht te gunnen aan de naamloze vennootschap Viabuild (voorheen VERHAEREN – Damstraat, 195 - 1980 Zemst) voor het gecontroleerde offertebedrag van 735.339,12 € excl. BTW hetzij 889.760,34 €, 21% BTW inbegrepen ; Art 5 : de uitgave voor 20% te financieren door een gewestelijke subsidie, hetzij 147.067,82 € excl. BTW en 177.952,06 €, 21% BTW inbegrepen; Art 6 : het saldo te financieren door een lening hetzij, 588.271,29 € excl. BTW en 711.808,27 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat het Wijkcontract Sint-Antonius beëindigd werd op 31 december 2012 en dat de jaren 2013 en 2014 bestemd zijn voor de opvolging van de verschillende werven;

Overwegende dat er bijkomende werkzaamheden noodzakelijk gebleken zijn om de goede voltooiing te verzekeren van de werken voor de heraanleg van het Sint-Antoniusplein en omliggende straten, van de Paduastraat en van het Orbanplein;

## Conseil communal du 1 avril 2014

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 maart 2014 waarin beslist werd om : Art 4 : de Raad hiervan op de hoogte te brengen tijdens zijn volgende zitting.

**BESLIST:**

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 maart 2014 waarin beslist werd om : Art 1 : goedkeuring te verlenen aan het totale bedrag van de bijkomende werken geraamd op 125.000,00 € voor de goede voltooiing van de werken voor de heraanleg van het Sint-Antoniussplein en omliggende straten, van de Paduastraat en van het Orbanplein ; Art 2 : de uitgave in te schrijven op artikel 9302/731-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2014;

Akte te nemen van het feit dat de uitgave voor deze opdracht – geraamd op 125.000,00 € incl. BTW – ingeschreven is op artikel 9302/731-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2014 en dat ze gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de gemeente.

### **Interpellaties van de heer Rongé**

**1. Elke zaterdag- en zondagvoormiddag worden de voertuigen die op de Neerstalsesteenweg circuleren ter hoogte van Al Makam Moskee tegenhouden door jonge volwassenen gekleed met gele jassen met fluoesserende banden die het verkeer regelen om kinderen de mogelijkheden te geven de steenweg veilig over te steken of om wagens die in tweede file stoppen toe te laten één of enkele kinderen te laten uitstappen. Ik begrijp ten eerste dat deze jongeren een belangrijke opdracht vervullen maar stel me toch enkele vragen:**

- zijn deze jongeren opgeleid om dergelijke handelingen uit te voeren?
- hebben zij de nodige volmachten en door wie zijn zij aangesteld?
- welke zijn hun verantwoordelijkheden en hun verplichtingen?
- welke zullen de gevolgen zijn indien ooit in de file van opgehouden wagens een ongeval gebeurt met stoffelijke blikshade of erger nog met slachtoffers?

**2. Ik heb net als alle inwoners van Vorst de Folder “Lente van de Duurzame Ontwikkeling 2014” gevonden in mijn brievenbus.**

**Een eerste bedenking : Persoonlijk vind ik het gebruik van deze luxueuse op stevig glanzend papier gedrukte folder financieel en ecologisch onverantwoord.**

**Een tweede bedenking: bij het overlopen van de verschillende geplande activiteiten en kennismakingsstands, pik ik er eentje uit, bvb de informatiestand over wasbare luiers.**

**De klok wordt zo maar even 50 jaar en meer teruggedraaid.**

**Toegegeven: het gebruik van wegwerpluiers zorgt voor een bijkomende hoeveelheid afval. Daar tegenover staat echter dat het zuiveren van wasbare luiers heel wat waterverbruik met zich meebrengt, heel wat energie opsorpt door het gebruik van wasmachines en droogzwierders zonder dan nog te spreken over de hoeveelheid waspoeder dat bij elke wasbeurt nodig is.**

**Interpellations de Monsieur Rongé:**

**1. Chaque samedi- et dimanche matins des jeunes vêtus de vestes avec des bandes fluorescentes jaunes arrêtent les véhicules qui circulent à la hauteur de la Mosquée Al Makam. Ils y règlent la circulation afin de permettre aux enfants de traverser la chaussée en toute sécurité ou afin de permettre aux véhicules qui s'arrêtent en double file de laisser descendre des enfants.**

**Je comprends que la tâche de ces jeunes est importante, mais je me pose quelques questions :**

- ces jeunes sont-ils formés pour effectuer ces tâches ?**
- ont-ils les autorisations nécessaires et qui les a désignés ?**
- quels sont leurs responsabilités et obligations ?**
- quelles seront les conséquences si un accident se produit à cause des files ainsi provoquées (avec dégâts matériels ou encore plus grave : avec des victimes) ?**

**2. Comme tous les Forestois, j'ai reçu le dépliant « Printemps du Développement Durable 2014 ».**

**Une première remarque : Personnellement, je trouve que l'utilisation de papier luxueux et brillant pour l'impression de ce dépliant est financièrement et écologiquement abusive.**

**Ma deuxième remarque concerne les langes lavables : nous retournons ici 50 ans en arrière. C'est vrai que l'utilisation de langes jetables provoque une augmentation de la quantité de déchets. Par contre, laver des langes entraîne l'utilisation de beaucoup d'eau et énergie à cause de l'utilisation de machines à laver et sèche-linges, sans parler de la quantité nécessaire de poudre à lessiver à chaque lavage.**

**La séance publique est levée à 20h20**

**De openbare zitting wordt geheven om 20u20**

**HUIS – CLOS**

**La séance à huis-clos est levée à 20h25**

**De gesloten zitting wordt geheven om 20u25**

Le Secrétaire communal f.f.,

Le Bourgmestre - Président,

Betty MOENS.

Marc-Jean GHYSSELS.